

RECHERCHE : RESISTANCES AUX PERILS**❖ Rapport d'Aubert**

- Des conditions de mission contestables : des auditions ont été conduites par deux membres seulement, sans continuité, sans greffier, etc. Elles se réduisent à une réception de principe des organisations syndicales représentatives, sans prise en compte de leurs analyses.
- La composition-même de la commission d'Aubert reflète une approche technocratique et gestionnaire des questions scientifiques, que le rapport réduit à des aspects secondaires (mandat de gestion, procédures comptables etc.). La part prise directement par le ministère dans la rédaction du texte en fait un rapport ministériel, mis au point par la DGRI et la DGES elles-mêmes.
- La mission a été recadrée par le discours du président de la République à Orsay le 29 janvier. On voit fonctionner à plein régime un cercle vicieux qui permet de s'auto-justifier les uns les autres.
- Au bilan :
 - une totale surdité aux besoins exprimés et une méconnaissance des réalités de la vie scientifique, ainsi ce n'est pas l'hypothétique simplification des procédures de saisies comptables qui va résoudre la question du manque de temps pour la recherche. La revendication d'allègement des charges d'enseignement pour les enseignants-chercheurs, dans des conditions uniformes et collégiales, que nous avons défendue, est brutalement ignorée ;
 - une insuffisante prise en compte des demandes formulées par les organisations syndicales concernant la nécessaire pluralité des tutelles.
- Un rapport qui reflète les obsessions des politiques et pas les préoccupations des scientifiques : la question des classements mondiaux (type Thomson Scientific ou Shanghai) et l'intérêt longuement focalisé sur la question de l'unification des signatures sont en total décalage avec les réalités de terrain, les besoins et les propositions que met en avant la communauté scientifique.
- Impasse est faite sur les débats de fond : avenir des grands organismes, financements publics, indépendance académique, développement des recrutements statutaires programmés par l'ANR, etc.

❖ Appel : Pas de CNRS sans Sciences humaines et sociales !

Dès maintenant, résister à l'affaiblissement des organismes de recherche, au démantèlement du CNRS, à la liquidation de l'interdisciplinarité, passe par la défense de la place des sciences humaines au sein du CNRS. Le SNESUP invite à signer l'appel :

<http://www.sauvonslarecherche.fr/spip.php?article1867>

❖ Résultats comité national 1^{er} tour : déjà 68 élus SNESUP-SNCS collèges A2 et B2 (soit plus du tiers des sièges à pourvoir), capacité donnée aux élus de défendre les conditions d'évaluation, de prospective, de recrutements fondées sur la confiance en des collectifs largement élus au cœur des enjeux disciplinaires.